

Convention collective

IDCC : 8532. – **ENTREPRISES DE TRAVAUX AGRICOLES ET RURAUX
(BRETAGNE)**

(13 juin 1991)

(Etendue par arrêté du 16 décembre 1991,
Journal officiel du 31 décembre 1991)

AVENANT N° 39 DU 13 JANVIER 2009

NOR : *AGRS0997045M*

IDCC : *8532*

Entre :

Les entrepreneurs des territoires, fédération Bretagne ;

Le syndicat départemental des entrepreneurs de travaux agricoles et ruraux
des Côtes-d'Armor,

D'une part, et

L'union régionale FGA-CFDT ;

L'union régionale CFTC ;

L'union régionale CFE-CGC ;

La fédération générale des travailleurs de l'agriculture, de l'alimentation
des tabacs et des activités annexes (FGTA) FO,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Les dispositions de l'article 51 sont modifiées comme suit à compter du
1^{er} janvier 2007.

« Article 51

Perfectionnement professionnel

L'employeur est tenu d'accorder à tout salarié qui le demande un congé
formation pour effectuer tout stage organisé par un fonds d'assurance forma-
tion agréé par la profession, quelle que soit sa durée, et sous réserve que :

- les cours ou stages ou sessions de perfectionnement se situent en dehors
de la période de gros travaux de l'ETA ;

- l'employeur soit prévenu de l'absence du salarié 15 jours francs à l'avance ;
- le salarié fournisse justification de la fréquentation d'un cours, d'un stage ou d'une session de perfectionnement.

Les employeurs occupant au minimum 10 salariés participent au financement de la formation professionnelle continue.

Les employeurs occupant moins de 10 salariés participent également au financement de la formation professionnelle dans le cadre de décisions prises par la commission paritaire départementale de la formation professionnelle regroupant les organisations syndicales ouvrières et patronales du secteur agricole relevant de la présente convention.

A compter du 1^{er} janvier 2007, la cotisation payable trimestriellement par les entreprises est fixée à 0,20 % des salaires bruts servant d'assiette aux cotisations d'assurances sociales agricoles et sera versée aux fonds national d'assurances formation des travailleurs salariés des exploitations agricoles (FAFSEA). »

Article 2

Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant.

Fait à Loudéac, le 13 janvier 2009.

(Suivent les signatures.)